

GUERRE ET OPINION PUBLIQUE

# Une influence réelle, mais manipulable

**Le livre "Partir en guerre" étudie les rapports entre l'opinion publique et les choix de politique extérieure. Pour nous éclairer, les années '90, riche en interventions "humanitaires", y sont passées en revue.**

(RK) - "Les manifs, ça paye!", affirmait en début de semaine un communiqué des Verts luxembourgeois. Les protestations massives mettraient la pression sur Bush, Blair et Aznar et favoriseraient un arrêt de la guerre ainsi qu'un nouvel ordre mondial plus juste. Cet optimisme, partagé par de nombreux individus et mouvements politiques, est-il justifié? Quelle est l'influence de l'opinion publique sur les décisions en matière de politique étrangère, et quelles sont les conséquences de cette influence? "Partir en guerre", un livre de Natalie La Balme paru l'année dernière, tente d'apporter des réponses à ces questions, aussi bien d'un point de vue théorique qu'à travers l'étude de décisions concrètes prises au cours de la décennie passée.

Pour commencer, Natalie La Balme expose une thèse soutenue par de nombreux analystes: l'opinion publique n'existerait pas. Dans l'après-guerre, des chercheurs américains, en s'appuyant sur les sondages d'opinions, développent la "mood theory": à des questions sur la politique extérieure, la masse des gens répondrait "au hasard". Cela serait dû aussi bien à un manque d'intérêt qu'à un déficit d'information sur ces questions - un cercle vicieux, commente l'auteure.

Elle rattache cette vision de l'opinion publique à une école de pensée "réaliste": Des théoriciens classiques comme Hobbes et Toqueville s'accordent pour dire que la

démocratie est incompatible avec la politique étrangère. "L'opinion publique peut-elle être unilatéralement taxée - sans négligence ou condescendance - d'infantilisme?", demande Natalie La Balme. Le point de vue opposé, "idéaliste", est celui de Kant, qui pensait qu'un contrôle démocratique de la politique étrangère était souhaitable et favoriserait le règlement pacifique des conflits.

## Opinion erratique?

A partir des années 70, une nouvelle génération de chercheur-se-s américain-es s'est attachée à démontrer la cohérence et la rationalité profonde des choix du grand public. Natalie La Balme voit cette théorie confirmée par le soutien constant de l'opinion publique américaine aux interventions militaires à caractère humanitaire en Somalie, au Rwanda et au Kosovo. La "frilosité" à l'égard de l'engagement en Bosnie ne serait pas, selon elle, une preuve de la versatilité de l'opinion publique. Cela proviendrait d'un sentiment d'en avoir déjà "trop fait". En effet, en 1995 les Américain-es estiment en moyenne que les Etats-Unis fournissent 30 pour cent des troupes en Bosnie. Le chiffre réel est de 2,5 pour cent - le déficit d'information est évident.

Les Français-es ne sont pas en reste quand il s'agit d'applaudir les interventions humanitaires. La part des personnes favorables à une intervention militaire pour porter assistance à une popula-

tion en détresse, entre 1988 et 2000, s'échelonne de 78 à 93 pour cent. Là encore, l'auteure soutient que l'effritement de l'approbation des opérations en Bosnie et en Afghanistan s'explique rationnellement. Et elle met en garde: "... si les hommes politiques ne font pas preuve d'un minimum de pédagogie à l'égard de l'opinion publique, le doute ne peut naturellement que s'installer."

## Quelle rationalité?

Natalie La Balme étudie en détail plusieurs exemples d'articulation entre opinion publique et processus de décision. Les interventions en Somalie et au Rwanda illustrent comment les arguments humanitaires peuvent compter plus que les réticences des diplomates et des militaires. D'un autre côté, malgré l'opinion publique, le président Mitterrand n'a pas voulu prendre le risque d'une escalade incontrôlable en Bosnie, en levant par exemple l'embargo sur les armes. D'ailleurs une des caractéristiques du système politique français est ce que l'auteure qualifie d'"omniscience" du président en matière de politique extérieure. Dans le cas du second mandat de Mitterrand elle était doublée d'une expérience hors concurrence, avec ses conséquences en matière de contrôle démocratique, de mépris des idées dissidentes et d'erreurs de jugement. A lire cela, on ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec la position et les attitudes de l'actuel Premier ministre luxembourgeois.

La dernière partie de l'ouvrage pourrait s'intituler: "Comment influencer les politicien-ne-s?" Première leçon: les décideur-se-s assimilent l'opinion publique aux médias. Ainsi le durcissement suite à la prise en otage de soldats français en Bosnie en 1995 répondait à une avalanche d'éditoriaux de journaux.



Or, note Natalie La Balme, il n'y a pas eu de sondage et, à en juger par l'absence de manifestations de rue en France, la mobilisation réelle de l'opinion a peut-être été surestimée.

## Plein les yeux

Deuxièmement, il faut des images. Un responsable américain est cité: "... si un obus était tombé dans Sarajevo et avait tué 68 personnes, et s'il n'y avait pas eu d'images, non, je ne pense pas que la politique des Etats-Unis aurait changé." Troisièmement, l'importance de l'opinion publique est inégale au cours du processus décisionnel. Elle peut agir pour mettre des sujets à l'ordre du jour, mais a beaucoup moins d'influence sur le choix des options prises. Ensuite, quand il s'agit d'expliquer ces choix, elle est à nouveau choyée. Par ail-

leurs Natalie La Balme constate une corrélation évidente entre respect de l'opinion et approche des élections. Elle explique: "L'opinion ne saurait retenir toutes les décisions prises par le chef de l'exécutif afin d'évaluer rationnellement ses actions lorsque se pose la question de sa réélection."

En conclusion, l'auteure constate que si la plupart des décideur-se-s regardent de haut l'opinion publique, ils et elles ne sont pas imperméables à son influence et s'en servent comme argument quand cela arrange. Un débat démocratique devrait-il précéder toute décision politique, demande Natalie La Balme. "Il n'y a pas de politique sans un minimum d'unité et de cohérence", fait-elle valoir, et plaide pour "un équilibre subtil et délicat entre démocratie et efficacité".

UN LIVRE PAS SI MORAL QUE CA

## Généreux, mais idiots?

**Le livre de Natalie La Balme montre qu'il est important pour les politicien-ne-s de tenir compte de ce que pensent les gens. Et de chercher à manipuler ces pensées.**

Un plaidoyer pour la transparence et la démocratie en matière de politique étrangère, c'est ce à quoi l'on s'attendrait après avoir lu la première partie du livre de Natalie La Balme, où elle oppose les théoriciens qui ont essayé d'"escamoter" l'opinion publique à ceux qui l'auraient réhabilitée. Or la "réhabilitation" qu'elle entreprend ne peut convaincre. Certes, l'opinion publique s'émeut avec une grande constance des drames humanitaires et, fort logiquement, souhaite qu'on intervienne. Mais cela relève plus de l'attitude morale que de l'opinion sur des problèmes de politique internationale.

Or l'auteure elle-même constate que dès que les choses se compliquent, l'opinion publique risque de tergiverser - incompréhension en Bosnie, scepticisme lors de l'intervention en Afghanistan. Les rationalisations que Natalie

La Balme tente de fournir - après coup - passent au mieux pour des conjectures. Afin de prévenir de tels sauts d'humeur, elle recommande aux politicien-ne-s de mieux expliquer leurs décisions - de mieux les vendre, devrait-on dire. Ainsi elle admet implicitement que l'opinion publique est fortement malléable, donc inconstante.

## Pédagogie ou propagande?

Quand elle écrit que "l'action humanitaire a donc, en tant que telle, une valeur légitimante vis-à-vis de l'intervention extérieure", n'est-ce pas avouer qu'on arrive à faire gober au public n'importe quelle guerre, pourvu qu'on l'enrobe d'humanitaire? Quand elle décrit le rôle providentiel du massacre du marché de Sarajevo pour durcir le ton envers le camp serbe, elle cautionne presque

la théorie selon laquelle ce seraient les Bosniaques musulmans qui auraient tiré sur leurs propres gens. Toutes ces réflexions se lisent comme une invitation cynique à la propagande la plus immodérée.

Cynique, mais réaliste. Ces jours-ci, alors que le pacifisme est de rigueur des Pyrénées à l'Oder, le micro-trottoir de RTL tombe sur des personnes qui plaignent "ces imbéciles d'Américains qui se font manipuler par Bush". On a changé de direction de 180 degrés, mais les médias, comme l'opinion, n'ont pas gagné en compétence ni en sens critique (envers les anti-guerre cette fois-ci). Des propos de va-t-en guerre comme celui du Français Alain Madelin "le peuple irakien, loin des télé, loin du coeur" devraient nous interpeller. En effet, quelle serait l'opinion publique si, au lieu de répéter à tue-tête que "Bush a voulu la guerre", notre télé nationale passait, comme lors de la guerre du Kosovo, tous les soirs un trailler mettant en scène le désespoir des victimes kurdes et chiites de Saddam Hussein?

Un autre aspect du livre laisse songeur à la lumière des événements actuels: les analyses de Natalie La Balme, mais également les sondages qu'elle cite, sont exprimés en termes de morale et de choix nationaux. Ils ignorent presque entièrement les principes de l'Onu: droit, consensualisme, multilatéralisme. Ceux-ci sont mis à mal depuis une dizaine d'années par certaines des opérations dites humanitaires que l'auteure semble applaudir sans réserve.

## Cocorico!

Ce parti pris est particulièrement gênant dans les cas - très controversés - du Kosovo et de l'opération "Turquoise" au Rwanda. En effet, pour certain-es critiques, cette dernière aurait consisté à protéger les "génocidaires" en faisant semblant de vouloir sauver leurs victimes - une opération de propagande exemplaire, en somme. Le même manque de distance envers la "pensée hexagonale" caractérise sa description de la gestion de la première guerre du Golfe: "Une fois l'of-

fensive alliée déclenchée, François Mitterrand veille aussi à prendre les mesures nécessaires pour éviter que la classe dirigeante ne débâte de l'opportunité de cette guerre et ne sème la confusion dans l'esprit des Français." Bien joué, François!

L'image de l'opinion publique "réhabilitée" par Natalie La Balme ne ressemble guère à l'influence démocratique que les adeptes de la théorie "idéaliste" en matière de politique internationale appellent de leurs vœux. Que l'opinion soit mobilisée sur des sujets de politique étrangère est une chose, qu'elle soit suffisamment intelligente pour discerner quels moyens correspondent aux nobles fins sur lesquelles elle s'accorde en est une autre. Pour rendre le monde meilleur, plutôt que de chevaucher des mouvements d'opinion favorables, mais passagers, il convient de favoriser le développement d'une intelligence collective des problèmes internationaux.

Raymond Klein